

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le 15 JUL. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 2 juillet 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SERTE
MAIRIE DE THONON
74 200 VONGY

Références : 20240612-RAP-InspectionDechargeVongy
Code AIOT : 0010800169

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 juillet 2025 dans l'établissement SERTE implanté ZI de Vongy 74 200 Thonon-les-Bains. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques: <https://www.georisques.gouv.fr/>.

La visite a été réalisée principalement pour vérifier la mise en oeuvre des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 8 juin 2023 portant sur la surveillance de l'air du sol.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- | | |
|--------------------------------------|------------------------------|
| • SERTE | • Régime : Néant |
| • ZI de Vongy 74200 Thonon-les-Bains | • Statut Seveso : Non Seveso |
| • Code AIOT : 0010800169 | • IED : Non |

L'exploitation de la décharge de Vongy sur la commune de Thonon-les-Bains a pris fin en juillet 1990 après environ trente ans d'activité. En 1999, une étude a été réalisée afin de définir des mesures de remise en état permettant de limiter l'impact du site à un niveau acceptable. Sur la base de ces éléments, le préfet a prescrit des travaux de remise en état et une surveillance de l'ancienne décharge par arrêté du 27 décembre 2001. Cet arrêté prévoyait également la mise en place d'un système de veille afin que le SERTE soit informé de tous les projets de construction dans l'emprise de la décharge, et que ces projets fassent l'objet d'une expertise afin d'identifier les risques d'accumulation de biogaz et que des dispositions soient prises pour supprimer les risques induits.

Toutefois, cette disposition n'a pas été appliquée et plusieurs bâtiments ont été construits sur la décharge sans précautions vis-à-vis des émissions de biogaz. Par arrêté du 23 novembre 2015, le préfet a mis en demeure le SERTE de faire application de cette disposition.

Par ailleurs, par courrier du 20 août 2018, le SERTE a transmis une étude réalisée par le bureau INGEOS le 8 juin 2018 qui synthétise l'ensemble des connaissances du site et fait des propositions relatives à la surveillance des milieux et à l'élaboration de nouvelles dispositions de remise en état au vu de ces analyses plus récentes.

Sur la base de ce rapport, le préfet a prescrit au SERTE, par arrêté du 2 octobre 2019, de nouvelles dispositions relatives à :

- la surveillance de l'air du sol et des eaux souterraines,
- l'analyse de l'air intérieur des bâtiments construits dans l'emprise du site,
- des investigations complémentaires dans des zones suspectées de contenir des déchets,
- l'établissement d'un bilan de ces surveillances et la rédaction d'une étude destinée à la mise en sécurité de la décharge, avant le 30 juin 2021.

Le préfet a mis en demeure l'exploitant, par arrêté du 4 août 2022, de réaliser sous un an, le bilan des surveillances et une étude destinée à la mise en sécurité de la décharge qui n'avaient pas été réalisés.

Suite à une inspection du 20 avril 2023 et au constat de l'absence ou du mauvais état de certains dispositifs de prélèvement, le préfet a mis en demeure l'exploitant de réaliser la surveillance de l'air du sol selon les dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2019 précité. Cette mise en demeure a été levée suite à l'inspection du 12 juin 2024 lors de laquelle nous avons constaté que les ouvrages de surveillance de l'air du sol avaient été réalisés.

Enfin, précisons que par arrêté du 16 mai 2019, le préfet a classé le site de la décharge en secteur d'information sur les sols. Dans ce cadre, chaque demande de permis de construire dans l'emprise de la décharge doit être accompagnée d'une attestation de la prise en compte de l'état du sous-sol.

Thèmes de l'inspection : Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- le cas échéant, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat de l'inspection des installations classées et ses observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des mises en demeure ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée » : après analyse approfondie a posteriori, une modification de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Points de contrôle	Références réglementaires	Suites proposées	Délais proposés
4	Mise en sécurité du site	<ul style="list-style-type: none"> • Arrêté Préfectoral du 02/10/2019, art. 7 • Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 04/08/2022, art 1^{er} 	Demande de justificatif demande d'action corrective	2 mois

Fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Points de contrôle	Références réglementaires
1	Surveillance des milieux	Arrêté Préfectoral du 02/10/2019, article 2
2		Arrêté Préfectoral du 02/10/2019, article 4
3		Arrêté Préfectoral du 02/10/2019, article 3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats – Suite à l'inspection, nous demandons à l'exploitant de réaliser les actions suivantes :

- en application de l'article 7 de l'arrêté préfectoral PAIC-2019-0125 du 2 octobre 2019 et de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure PAIC-2022-0060 du 4 août 2022, transmettre pour le 1^{er} septembre 2025 un plan de gestion finalisé de mise en sécurité de l'ancienne décharge. Conformément aux recommandations du bilan de surveillance du 26 mai 2025, ce plan de gestion devra comprendre notamment :
 - des dispositions de surveillance des différents milieux (localisation des prélèvements, fréquence, paramètres à analyser), en vue d'adapter celle en cours à l'évolution de la situation et des connaissances,
 - l'interprétation des variations dans l'espace et le temps des concentrations en benzène dans l'air du sol et dans l'air ambiant et une recherche de corrélation des teneurs dans les deux milieux,
 - une évaluation des risques sanitaires pour les expositions aux polluants, notamment au benzène, mesurés dans les locaux situés dans l'emprise de l'ancienne décharge.
- Dans l'attente de la réalisation des travaux qui seront proposés dans le plan de gestion, au vu des concentrations en benzène mesurées dans l'air ambiant, prendre contact avec chacun des occupants des locaux présentant des teneurs en benzène supérieures à 2 µg/m³ lors de la campagne annuelle 2024, pour envisager une augmentation du débit d'air de ventilation afin de faire baisser la concentration. Un compte rendu des actions engagées nous sera transmis pour fin juillet 2025.

Précisons que si le plan de gestion n'était pas transmis le 1^{er} septembre 2025, nous proposerions à Madame la Préfète des sanctions administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2019, article 2
Thème : Risques chroniques, Qualité de l'air du sol
Prescription contrôlée : L'exploitant réalisera une surveillance de l'air du sol du site à une fréquence trimestrielle. Ce suivi portera sur les substances suivantes : <ul style="list-style-type: none">• méthane,• sulfure d'hydrogène,• dioxyde de carbone,• azote,• BTEX. Les prélèvements seront réalisés dans 12 ouvrages : <ul style="list-style-type: none">• 2 piézairs implantés aux extrémités nord-ouest et nord-est de l'aire de compostage,• 2 piézairs implantés à la limite entre l'aire de compostage et l'aire de stockage de matériaux de la société EMC, disposés aux extrémités ouest et est,• 2 piézairs implantés aux extrémités sud-ouest et sud-est de l'aire de stockage de matériaux de la société EMC,• 2 piézairs implantés aux extrémités nord et sud de la zone de Vongy Park 2,• 4 ouvrages « subslab » implantés dans des bâtiments de la zone de Vongy Park 2 après accord des propriétaires et des occupants...
Constats : Nous avons examiné en séance les résultats des analyses trimestrielles d'air du sol avec le représentant de la société GéauPole qui réalise les prélèvements et les rapports de synthèse. Le plan des ouvrages de prélèvement est joint en annexe. Il apparaît que certains ouvrages se remplissent d'eau de façon récurrente, nécessitant une purge avant le prélèvement d'air du sol voire, ponctuellement, ne permettant pas la prise de l'échantillon. Les prélèvements au titre du deuxième trimestre 2025 ont été faits sur l'intégralité des ouvrages, à l'exception du Subslab2 dont la purge n'a pas été possible. D'une façon générale, les résultats disponibles permettent de disposer d'une information globalement satisfaisante de la situation. Les deux polluants qui nous paraissent les plus préoccupants sont : <ul style="list-style-type: none">• le méthane, susceptible de générer des risques d'explosions lorsque sa concentration est comprise entre la LIE et la LSE, soit entre 5 et 15 %. Des concentrations supérieures à 15 % dans l'air du sol conduisent en outre, après dilution, dans certains volumes non identifiés, à des concentrations comprises entre la LIE et la LSE,• le benzène présentant un risque sanitaire. Il existe, pour le benzène, trois valeurs guides établies par l'INERIS pour l'air ambiant ainsi qu'une limite d'exposition professionnelle :<ul style="list-style-type: none">◦ R1 : valeurs de gestion qui sont par ordre de priorité, les valeurs réglementaires disponibles, les valeurs cibles ou repères du HCSP, les valeurs guides de qualité d'air intérieur (VGAI) de l'ANSES, des VTR. Pour le benzène la valeur R1 est de 2 µg/m³,◦ R2 : valeurs dans la plupart des cas équivalentes aux valeurs réglementaires ou aux seuils d'action définis par le HCSP. Pour le benzène la valeur R2 est de 10 µg/m³,◦ R3 : valeurs correspondant aux VTR aiguës disponibles pour les expositions sur une courte période. Pour le benzène la valeur R2 est de 30 µg/m³,◦ limite d'exposition professionnelle sur 8 heures de 1 650 µg/m³.

Concernant le méthane dans l'air du sol, on constate, sur les années 2023, 2024 et au 1^{er} trimestre 2025, que plusieurs ouvrages présentent des concentrations supérieures à la LIE et à la LSE :

- PZair1 : entre 22,8 et 32,3 %
- PZair3 : entre 0,03 et 14 %
- PZair4 : entre 18,7 et 63,3 %
- PZair5 : entre 0,002 et 33,8 %
- PZair6 : entre 1,98 et 24,9 %
- PZair9 : entre 12,6 et 20,1 %
- PZair10 : entre 0,245 et 5,62 %
- PZair11 : entre 3,19 et 12,1 %
- PZair12 : entre 0,54 et 5,59 %
- PZair13 : entre 16,9 et 27,2 %
- PZair17 : entre 16 et 41 %
- Subslab2 : entre 0 et 23,7 %

Concernant le benzène dans l'air du sol, on constate, sur les années 2023, 2024 et au 1^{er} trimestre 2025, des concentrations très variables dans l'espace et le temps dont plusieurs sont supérieures d'un facteur 20 au seuil R1 dans certains ouvrages :

- PZair1 : entre 73,3 et 940 $\mu\text{g}/\text{m}^3$
- PZair2 : entre 2,3 et 96 $\mu\text{g}/\text{m}^3$
- PZair3 : entre 1,5 et 165 $\mu\text{g}/\text{m}^3$
- PZair4 : entre 30,5 et 420 $\mu\text{g}/\text{m}^3$
- PZair5 : entre 2,2 et 333 $\mu\text{g}/\text{m}^3$
- PZair6 : entre 2,2 et 130 $\mu\text{g}/\text{m}^3$
- PZair9 : entre 31,1 et 267 $\mu\text{g}/\text{m}^3$
- PZair11 : entre 1,3 et 130 $\mu\text{g}/\text{m}^3$
- PZair17 : entre 12,4 et 57,7 $\mu\text{g}/\text{m}^3$

Précisons que la comparaison des concentrations dans l'air du sol avec les quatre seuils précités n'est réalisée qu'à titre purement indicatif, ces références n'étant applicables qu'à l'air ambiant.

L'ensemble de ces résultats confirme la nécessité de travaux de mise en sécurité du site vis-à-vis du risque d'explosion. Cet aspect est traité dans la fiche de constat n°4.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2019, article 4

Thème : Risques chroniques, Qualité de l'air intérieur

Prescription contrôlée : L'exploitant réalisera une campagne d'analyse d'air intérieur dans l'ensemble des bâtiments construits dans l'emprise de la décharge, de façon concomitante avec la campagne d'analyses d'air du sol du 3e trimestre 2020. Ces analyses porteront sur les substances suivantes :

- méthane,
- sulfure d'hydrogène,
- dioxyde de carbone,
- azote,
- BTEX.

Constats : Nous avons examiné en séance les résultats de la campagne d'analyses de 2024 de l'air intérieur de locaux situé en zone industrielle de Vongy, dans l'emprise de l'ancienne décharge. Le

représentant de la société GéauPole qui réalise les prélèvements et les rapports de synthèse nous a indiqué que les échantillons étaient prélevés dans des lieux confinés ou au niveau de traversée de dalle, dans des conditions susceptibles de conduire à des concentrations plus importantes que dans les espaces régulièrement occupés par les personnes.

Aucune de ces analyses ne met en évidence de teneur en méthane entre 5 et 15 %, la plus forte concentration étant de 0,658 %.

Des teneurs en benzène entre les critères R1 et R2 ont été mesurées dans les établissements :

- VEKA (point 3) : 4,7 µg/m³
- SOPAC : 3,1 µg/m³
- Angels des Montagnes : 2,3 µg/m³
- Orange Bleue : 2,5 µg/m³
- Alp'Artifice : 8,1 µg/m³
- VDX : 2,1 µg/m³
- BME : 8,5 µg/m³
- DP Elec : 3,4 µg/m³
- Manauto : 2,4 µg/m³
- DEKRA : 4,4 µg/m³
- Evasio Tempus : 3,8 µg/m³

Des teneurs en benzène entre les critères R2 et R3 ont été mesurées dans les établissements :

- Gautama : 24 µg/m³ (contre 13,8 µg/m³ en 2023)
- ASP : 26,5 µg/m³ (contre 6,5 µg/m³ en 2023)

Ces résultats mettent en évidence une augmentation des concentrations maximales mesurées en 2023 et montrent la nécessité d'un plan de gestion afin de mettre en sécurité le site. Ce point sera évoqué dans la fiche de constat 4.

Par ailleurs, le SERTE a mis en place dans des locaux d'activité situés dans l'emprise de l'ancienne décharge :

- 3 capteurs de mesure de concentration de méthane en continu,
- 3 détecteurs déclenchant une alarme lorsque la concentration en méthane atteint 8 % de la LIE, soit 0,4 %.

Le SERTE nous a précisé que les capteurs étaient défectueux et que des matériels d'une autre technologie allaient être testés en juillet puis installés en septembre/octobre 2025.

Par ailleurs, suite rapport d'intervention du 6 août 2024 établi par la société Riquier Études Environnement qui proposait une telle surveillance, nous avons convenu que 4 capteurs et 4 détecteurs seraient installés dans les locaux des sociétés LPI, ASP, Gautama et Passaquin. Or les 3 capteurs et détecteurs ont été installés dans les locaux des entreprises Gautama, VDX et MTF.

Lors de l'inspection, nous avons constaté que le matériel était installé dans les locaux précités mais que la plateforme informatique indiquait que seuls les détecteurs étaient fonctionnels.

Par ailleurs, nous sommes allés dans les locaux des sociétés Gautama et ASP, où les analyses d'air ambiant ont montré les plus fortes concentrations en benzène et n'avons pas constaté d'activités susceptibles d'émettre du benzène.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploitant d'équiper de détecteurs et de capteurs de méthane les locaux prévus avant octobre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2019, article 3
Thème : Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant réalisera la surveillance des eaux souterraines du site selon les modalités suivantes. Le suivi portera sur les paramètres et polluants suivants : <ul style="list-style-type: none">• à une fréquence trimestrielle : pH, conductivité, hauteur piézométrique, oxygène dissout, ammonium, nitrates, BTEX, COHV,• à une fréquence semestrielle : As, Cr, Pb, PCB totaux, dioxines et furanes, PCB-DL. Les prélèvements seront réalisés dans les piézomètres suivants : PZ2, PZ5, PZ6, PZ19, PZ1, PZ7, PZ4. L'exploitant fera réaliser sur l'eau du captage d'alimentation en eau potable de Ripaille désigné PP2 une analyse annuelle portant sur les polluants et paramètres suivants : ammonium, nitrates, BTEX, COHV, arsenic, chrome, plomb, PCB totaux, dioxines et furanes, PCB-DL. Les points de prélèvement sont représentés sur le plan en annexe. Les piézomètres seront maintenus conformes aux recommandations du fascicule AFNOR-FD-X 31-614. En cas de dégradation, ils seront remis en état ou refaits conformément à ce référentiel. Le prélèvement dans les piézomètres, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615. Les prélèvements effectués dans le cadre des campagnes d'analyses des eaux souterraines seront réalisés le même jour. À cette occasion, le niveau piézométrique dans chaque ouvrage sera mesuré...
Constats : Nous avons examiné en séance les résultats des analyses trimestrielles des eaux souterraines de 2024 et du premier trimestre 2025, avec le représentant de la Savoie Analyses qui réalise les prélèvements et les rapports de synthèse. D'une façon générale, les piézomètres PZ5 et PZ6, situés sur la zone industrielle de Vongy à proximité d'activités diverses présentent des concentrations plus élevées : dans PZ5 <ul style="list-style-type: none">• en ions ammonium entre 4,67 et 5,38 mg/l, pour une limite de potabilité de 0,5 mg/l• en nitrates entre 0,51 et 56,7 mg/l, pour une limite de potabilité de 50 mg/l• en trichloréthylène entre 8,6 et 24 µg/l, pour un seuil de potabilité de 10 µg/l• en chlorure de vinyle entre 0,5 et 1,1 µg/l, pour un seuil de potabilité de 0,5 µg/l dans PZ6 <ul style="list-style-type: none">• en ions ammonium entre 4,02 et 4,97 mg/l, pour une limite de potabilité de 0,5 mg/l Ces polluants étaient absents ou très inférieures aux limites de potabilité lors de la campagne d'analyses 2024 de l'eau du puits d'alimentation en eau potable de Ripaille à l'exception des nitrates, mesurés à une teneur de 56,7 mg/l contre 1,26 mg/l en 2023. Le représentant du laboratoire Savoie Analyses nous a indiqué qu'une erreur analytique s'était produite sur les nitrates au 3 ^e trimestre 2024, conduisant à des résultats très sur évalués. Au regard des valeurs en nitrates mesurées lors de cette campagne et de leur comparaison avec celles mesurées lors des autres campagnes de 2024 et de 2023, cette hypothèse est vraisemblable. Précisons que les analyses annuelles du captage de Ripaille ont été réalisées lors de la campagne du 3 ^e trimestre.

Par ailleurs, il convient de souligner que les analyses n'ont pas détecté de benzène dans les eaux souterraines alors qu'il est présent dans l'air du sol et dans l'air ambiant de certains bâtiments. La profondeur de la nappe, de l'ordre de plus de 12 mètres peut laisser supposer la présence de déchets contenant du benzène au-dessus du toit de la nappe, dans des conditions qui ne génèrent aucun écoulement vertical mais uniquement un dégazage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire :

- Arrêté Préfectoral du 02/10/2019, article 7
- Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 4 août 2022, article 1^{er}

Thème : Risques chroniques, Synthèse des analyses et proposition de travaux

Prescription contrôlée : L'exploitant réalisera et transmettra au préfet, avec copie à l'inspection des installations classées, avant le 30 juin 2021 :

- un bilan de la surveillance des milieux réalisé sur la base des résultats des analyses prescrites par les articles 2, 3 et 4. Ce bilan présentera en particulier la cartographie des biogaz présents dans le sous-sol de la décharge,
- une étude, s'appuyant en particulier sur le bilan précité ainsi que sur les investigations prescrites par l'article 6, qui proposera des dispositions permettant de mettre en sécurité de façon définitive l'intégralité de l'ancienne décharge de Vongy, incluant les zones identifiées par l'étude INGEOS du 8 juin 2018 situées en rive gauche de la Dranse. Ces dispositions permettront notamment de s'affranchir des risques d'incendie, d'explosion ou d'intoxication liés à la présence dans le sous-sol de gaz présentant des dangers accidentels ou sanitaires. Si plusieurs solutions sont mises en évidence, l'efficacité et les coûts de chacune d'elles seront évalués.

Constats : Le bilan de surveillance a fait l'objet d'un rapport de la société INGEOS du 26 mai 2025.

Lors de l'inspection, les représentants du SERTE et d'INGEOS nous ont indiqué qu'un plan de gestion était en cours de finalisation. L'établissement de ce document a été retardé en raison de la nécessité de prendre en compte l'augmentation des concentrations en benzène dans l'air du sol et dans l'air ambiant de certains locaux et de trouver des solutions réalistes de mise en sécurité de la zone, compte tenu de la présence de bâtiments et de voiries.

Précisons qu'au vu des résultats de la surveillance de l'air du sol et de l'air ambiant, ce plan de gestion nous paraît indispensable.

Le SERTE s'est engagé à transmettre le document finalisé pour le 1^{er} septembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploitant de transmettre pour le 1^{er} septembre un plan de gestion finalisé de mise en sécurité de l'ancienne décharge. Conformément aux recommandations du bilan de surveillance, ce plan de gestion devra comprendre notamment :

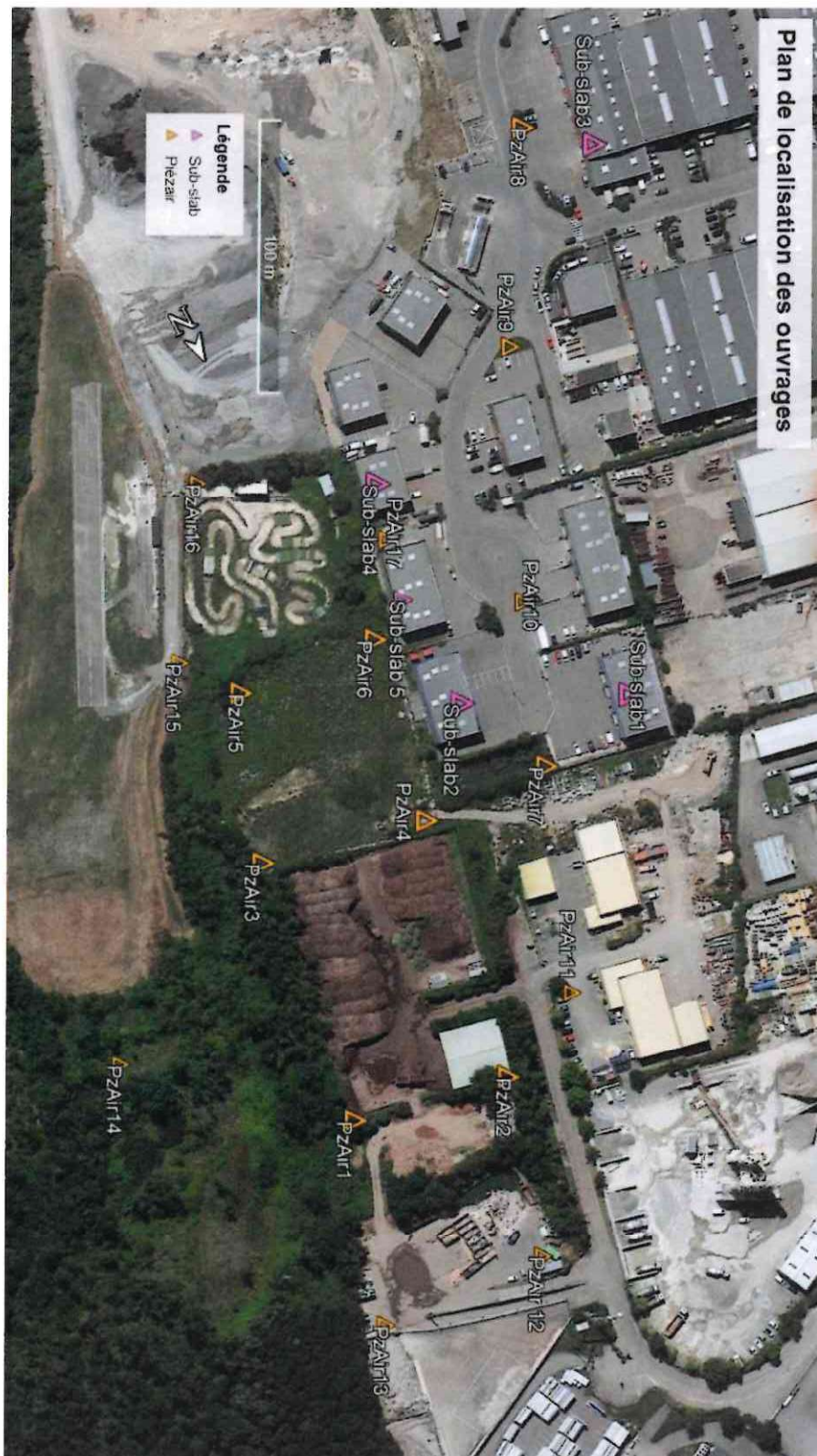
- des dispositions de surveillance des différents milieux (localisation des prélèvements, fréquence, paramètres à analyser), en vue d'adapter celle en cours à l'évolution de la situation et des connaissances,
- l'interprétation des variations dans l'espace et le temps des concentrations en benzène dans l'air du sol et dans l'air ambiant et une recherche de corrélation des teneurs dans les deux milieux,
- une évaluation des risques sanitaires pour les expositions aux polluants, notamment au benzène, mesurés dans les locaux situés dans l'emprise de l'ancienne décharge.

Dans l'attente de la réalisation des travaux qui seront proposés dans le plan de gestion, au vu des concentrations en benzène mesurées dans l'air ambiant de certains locaux, nous demandons au SERTE de prendre contact avec chacun des occupants des locaux présentant des teneurs en benzène supérieures à $2 \mu\text{g}/\text{m}^3$ lors de la campagne annuelle 2024, pour envisager une augmentation du débit d'air de ventilation afin de faire baisser la concentration. Un compte rendu des actions engagées nous sera transmis pour fin juillet 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois



Implantation des ouvrages de prélèvement d'air du sol – Piézairs et subslabs



Implantation des piézomètres